

28-29-30 OCTOBRE 2015  
PARIS, INALCO

CONFÉRENCE  
INTERNATIONALE

- GARANTIR LES CAPACITÉS  
CIVILE ET POLITIQUE
- DES PERSONNES  
EN SITUATION  
DE VULNÉRABILITÉ

*La convention ONU relative  
aux droits des personnes handicapées :  
un tournant juridique et social  
dans les relations de soin  
et d'accompagnement ?*

# ATELIERS

## JEUDI 29 OCTOBRE 2015

### 14 HEURES

**A1** Accompagner la prise de décision : un métier ?

**B1** Décision contrainte, décision partagée  
en psychiatrie et en gériatrie : regards croisés

**C1** Les réformes des droits des (in)capacités :  
perspectives nationales et internationales  
(atelier bilingue)

---

### 16 HEURES

**A2** Pratiques innovantes de l'accompagnement  
(atelier bilingue)

**B2** Décision personnelle ou contrainte  
institutionnelle: l'exemple du choix du lieu de vie

**C2** «Histoires de droits» : un kit pédagogique  
interactif pour faciliter l'accès aux droits des usagers  
des services de psychiatrie.

## VENDREDI 30 OCTOBRE

### 9 HEURES

**A3** Capacité juridique et participation

**B3** Quels enjeux épistémologiques autour de  
l'appréciation des capacités dans leur environnement ?

**C3** L'effectivité des droits fondamentaux : juges,  
militants, administration... (atelier bilingue)

---

### 11 HEURES

**A4** Le recours à la contrainte, l'intervention « sur »  
autrui et les risques de maltraitance (atelier bilingue)

**B4** Faire et défaire les capacités : entre savoirs  
profanes et expertise spécialisée

**C4** L'accès aux droits et la régulation des plaintes

JEUDI 29 OCTOBRE 2015

**JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES**

**A1**

ACCOMPAGNER LA PRISE DE DÉCISION :  
UN MÉTIER ?

Animateur : Claude DEUTSCH,  
administrateur (Advocacy France)  
Rapporteur : Magali ROBELET, sociologue  
(Université Lyon 2)

•  
Edeline DELANAUD,  
Educatrice spécialisée :

Relation éducative et capacité d'agir,  
enjeux d'une évidence

•  
Pierre BOUTTIER, Président de l'ANDP  
et François HENRY (ANDP) :  
Professionnaliser l'accompagnement à la  
décision : l'exemple des mandataires judiciaires  
à la protection des majeurs

•  
Sylvie DANIEL, Cadre Socio-Educatif en CHRS  
(Centre d'Hébergement et de Réinsertion  
Sociale), Francis FEYDEL (Association  
LE MAS – LYON) et Nacerdine BEZGHICHE,  
Usager - Etudiant chercheur en humanité :  
Le temps de l'alliance

•  
Sonia ZOUAG, Docteure en droit  
(Université de Lyon 3):  
L'accompagnement en droit des majeurs protégés :  
une notion en devenir

•  
Agathe CAMUS, Doctorante en philosophie  
(SPHERE, Université Paris 7 - Diderot) :  
La prise en charge non spécialisée des patients  
atteints de la maladie d'Alzheimer en service  
hospitalier. La décision médicale et ses modalités

**JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES**

**B1**

DÉCISION CONTRAINTE, DÉCISION PARTAGÉE  
EN PSYCHIATRIE ET EN GÉRIATRIE :  
REGARDS CROISÉS

Animateur : Jean-Paul LANQUETIN,  
ancien infirmier psychiatrique (Groupe  
de recherche en soins infirmiers)  
Rapporteur : Alice LE GOFF, philosophe  
(Université Paris 5)

•  
Céline RACIN, Psychologue clinicienne,  
Doctorante en psychologie clinique (Université  
Paris-Descartes, Laboratoire PCPP) :  
Consentement, quand tu nous tiens !-

•  
Delphine MOREAU, Doctorante en sociologie  
(Collectif Contrast) :  
La place de l'évaluation de la capacité à consentir  
dans les décisions d'hospitalisation sous  
contrainte

•  
Katia LUCA-DUBLANCHE, Maître de conférences en  
droit public (Université de Perpignan) :  
Vers une objectivation de la capacité d'agir  
intra-muros des personnes internées d'office

•  
Florence THOMAS-JULIENNE, Coordinatrice des  
équipes d'évaluations médico-sociale de la Seine-  
Saint-Denis (Conseil Général du 93) :  
L'évaluatrice médico-sociale face à une personne  
âgée, vulnérable et opposante : un exercice de  
funambule

•  
Audrey LINDER, Chargée de recherche en  
sociologie (Service de psychiatrie de liaison,  
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois, Lausanne)  
et Régis MARION-VEYRON, Psychiatre (Unité de  
liaison de la Polyclinique Médicale Universitaire,  
Centre Hospitalier Universitaire Vaudois) :  
La décision thérapeutique partagée.  
Entre autonomie et contrainte

## JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 14 HEURES

C1

### LES RÉFORMES DES DROITS DES (IN)CAPACITÉS : PERSPECTIVES NATIONALES ET INTERNATIONALES (ATELIER BILINGUE)

Animateur : Anne CARON DEGLISE, Magistrate  
(Cour d'appel de Versailles)

Rapporteur : Federico PALERMITI, juriste (AMPA)

Volker LIPP, Professeur de droit civil  
(Université de Göttingen) :

#### La mise en place de la Rechtliche Betreuung

Gilles RAOUL-CORMEIL, Maître de conférences  
en droit (Université de Caen Basse-Normandie) :

#### Représentation, assistance et contrôle dans la loi du 5 mars 2007

Eilionóir FLYNN, Maître de conférences en droit  
(Centre for Disability Law and Policy,  
Université de Gallway) :

#### L'exemple de l'Irlande et de l'Espagne

Wayne MARTIN, Professeur de Philosophie  
(Université de Essex) :

#### Vers une mise en conformité du Mental Capacity Act avec la Convention ONU

Alexandra TASIAUX, Professeure de droit  
(Université de Namur) :

#### Capacité et handicap en droit belge

## JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 16 HEURES

A2

### PRATIQUES INNOVANTES DE L'ACCOMPAGNEMENT (ATELIER BILINGUE)

Animateur : Patricia SCHERER, Relations européennes  
Coordinatrice (Fegapei)

Rapporteur : Julien GRARD anthropologue (équipe Mars)

Marie GAUTIER (FEGAPEI-AJuPID):

#### « Les pratiques encourageantes »

Maths JESPERSON (PO-Skåne):

#### Retours sur l'expérience de l'ombudsman personnel

Thierry NAJMAN, Psychiatre (PH, CHS Moisselles) :

#### Lieu d'asile. Manifeste pour une autre psychiatrie

Cédric MAMETZ, Président (Nous aussi, UNAPEI) :

#### Ne décidez pas à notre place

Sylvie MOISDON-CHATAIGNER,  
Maître de conférences en droit (Laboratoire IODE,  
Université de Rennes I) :

#### Le maintien de la capacité juridique face à l'altération des facultés

**JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 16 HEURES**

**B2**

DÉCISION PERSONNELLE OU CONTRAINTE  
INSTITUTIONNELLE : L'EXEMPLE DU CHOIX DU  
LIEU DE VIE

Animateur : Halima ZEROUG-VIAL, psychiatre  
(Orspere- CHS le Vinatier)  
Rapporteur : Hervé HUDEBINE, politologue (Labers)

Ana MARQUES sociologue  
(DIM EPS Ville Evrard, Collectif Contrast) :

Accompagner le choix du lieu de vie : le cas des  
placements en Belgique des personnes françaises  
suivies en psychiatrie. Encadrement et pratiques.

Mouna ROMDHANI, Gériatre (APHP) :  
Le patient dément est-il capable de décider  
de son retour à domicile

Aude BELIARD, Maître de Conférences en socio-  
logie (Université Paris-Descartes, CERMES3) :  
Projet du patient et projet de la famille en unité  
de gériatrie aiguë

Eymeric GUILLERMOU, Avocat  
(Président de l'Union Nationale des Familles  
de Traumatisés Crâniens) :  
La mobilisation de l'article 12 dans les conten-  
tieux relatifs au choix du lieu de vie

Charlotte CHICCO, Interne en psychiatrie  
et Raphaël BOULOUNINE, Psychiatre  
(Programme « Un chez soi d'abord » Marseille) :  
Le concept du rétablissement ou comment favo-  
riser l'autodétermination des usagers ? Exemples  
d'accompagnement dans le cadre du programme  
« Un chez soi d'abord »

**JEUDI 29 OCTOBRE 2015 – 16 HEURES**

**C2**

«HISTOIRES DE DROITS» : UN KIT PÉDAGOGIQUE  
INTERACTIF POUR FACILITER L'ACCÈS AUX DROITS  
DES USAGERS DES SERVICES DE PSYCHIATRIE.

Rapporteur : Karine LEFEUVRE, juriste (EHESP)

Isabelle GENOT-POK, Juriste et formatrice  
(Centre JuriSanté du CNEH) :

Le difficile accès aux droits des personnes vivant  
avec des troubles psychiques

Aude CARIA, Directrice (Psycom, Paris) :  
Présentation du kit pédagogique «Histoires de  
droits» : conception, objectifs, mise en oeuvre

L'atelier propose aux participant.e.s de  
découvrir le kit lors d'une séance d'utilisation  
du kit en groupe.

VENDREDI 30 OCTOBRE

**VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES**

**A3**

CAPACITÉ JURIDIQUE ET PARTICIPATION

Animateur : Hadeel CHAMSON,  
délégué général (FNAT)

Rapporteur : Jean-Philippe COBBAUT,  
philosophe (ICL)

•  
Céline LETAILLIEUR, Usagère,  
Présidente de l'association Frontières invisibles :

**Je décide de décider... Empowerment,  
accompagnement et épreuves de réalité...**

•  
Iris LOFFEIER, Sociologue, Collaboratrice  
scientifique (Université du Luxembourg,  
IPSE, Institut d'Histoire) :

**La capacité d'agir des résidents de maison de  
retraite : une virtualité non actualisable ?**

•  
Karine LEFEUVRE, Professeure de droit  
(Laboratoire IODE, EHESP) :

**De la participation de la personne protégée  
à la participation de l'usager-citoyen protégé :  
les enjeux de la démocratie en santé**

•  
Nicolas MARQUIS, Docteur en sociologie  
(Université Paris-Descartes, CERMES3 et Univer-  
sité Saint-Louis - Bruxelles, CASPER) :

**Le handicap comme révélateur des tensions  
de l'autonomie : éclairage à partir du  
« décret Inclusion » à Bruxelles**

•  
Pauline BLUM et Samuel NEUBERG,  
Doctorants en sociologie (Chaire Handicap psy et  
décision pour autrui CNSA-ENS-EHESP)

**« C'est quoi la priorité ? » Jugements sur  
les capacités des personnes et stratégies  
de prise en charge**

**VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES**

**B3**

QUELS ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES  
AUTOUR DE L'APPRÉCIATION DES CAPACITÉS  
DANS LEUR ENVIRONNEMENT ?

Animateur : Sandra LAUGIER, philosophe (Paris 1)  
Rapporteur : Muriel REBOURG, juriste (UBO)

•  
Mathilde APELLE, Doctorante en sociologie  
(CRESPPA-GTM, Université Paris 8 - EHESP) :  
**Le droit et les transformations de la pensée psy-  
chiatrique : l'exemple de Justus Henning Boehmer**

•  
Catherine LE GALES, Directrice de recherches en  
économie de la santé (CERMES 3, INSERM) :  
**Des capacités aux capacités : de quelques enjeux  
théoriques de classer pour évaluer**

•  
Anne SARIS, Professeure de droit (UQAM) :  
**L'évaluation des capacités au Canada,  
une analyse contextuelle et contextualisée**

•  
François-Joseph WARLET,  
Juge de paix en Belgique :  
**La Classification Internationale du Fonctionne-  
ment : un bon outil d'appréciation de la capacité  
juridique ? Regard d'un juge**

•  
Nicolas BELORGEY, Chargé de recherches  
en sociologie (SAGE, CNRS) :  
**La contribution de la grille Aggir à l'évaluation  
des capacités**



## VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 9 HEURES

C3

### L'EFFECTIVITÉ DES DROITS FONDAMENTAUX : JUGES, MILITANTS, ADMINISTRATION... (ATELIER BILINGUE)

Animateur : Julien KOUNOWSKI,  
inspecteur (DRJSCS)  
Rapporteur : Sylvie PERDRILLOLE, magistrate (IHEJ)

•  
Olivier RENAUDIE, Professeur de droit public  
(Université de Lorraine, IRENEE) :

#### L'article 12 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées est-il invocable devant les juridictions françaises ?

•  
Gilles DEVERS, Avocat au barreau de Lyon :  
L'application effective de la Convention relative  
aux droits des personnes handicapées devant  
le juge français et européen

•  
Emmanuelle FILLION, Maître de conférences  
en sociologie (MSSH-EHESP),  
Jean-François RAVAUD, Directeur de recherches  
en socio-épidémiologie (CERMES 3, INSERM):  
La mobilisation militante du droit des personnes  
en situation de vulnérabilité : entre disability  
studies et usagers chercheurs

•  
Ailbhe FINN (Chargée de mission Droits de  
l'homme, Mental Health Europe)  
Handicaps psychosociaux, capacité juridique,  
et accompagnement à la décision dans l'Union  
Européenne : la perspective d'une ONG

•  
Antoine BOSQUET, Praticien hospitalier  
(AP-HP, Hôpital Louis Mourier) :  
Evaluation des capacités de vote et respect du  
droit de vote des personnes handicapées

## VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

A4

### LE RECOURS À LA CONTRAINTE, L'INTERVENTION « SUR » AUTRUI ET LES RISQUES DE MALTRAITANCE

Animateur : Ana MARQUES sociologue  
(DIM EPS Ville Evrard, Collectif Contrast)  
Rapporteur : Céline LEFÈVE, philosophe (Paris 7)

•  
Baptiste BROSSARD, Docteur en sociologie  
(Université de Montréal – Chaire Handicap  
psychique et décision pour autrui CNSA-ENS-EHESP):  
Le travail des professionnels auprès des patients  
atteints de démence à un stade avancé

•  
Lucie LECHEVALIER-HURARD, Doctorante  
en sociologie (CNRS/Centre Max Weber –  
Collectif Contrast) :  
La construction du point de vue de la personne  
sur sa situation dans le jugement de capacité :  
le cas d'un patient dans un service de psychiatrie  
du sujet âgé

•  
Alice CASAGRANDE, Directrice formation  
(FEHAP) et Claude ETHUIN, usager expert  
(Advocacy France) :  
Regards croisés sur la maltraitance

•  
Cyril HAZIF-THOMAS, Psychiatre du sujet âgé et  
Président du comité d'éthique du CHRU de Brest :  
Soins psychiatriques sans consentement  
et mal(traitance)

•  
Peter BARTLETT, professeur de droit,  
Nottingham University,  
Les liens entre l'article 12 de la convention ONU  
et son article 14 sur la liberté d'aller et venir

## VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

**B4**

### FAIRE ET DÉFAIRE LES CAPACITÉS : ENTRE SAVOIRS PROFANES ET EXPERTISE SPÉCIALISÉE

Animateur : Céline Letailleur,  
présidente (Frontières invisibles)  
Rapporteur : Nicolas Henckes,  
sociologue (Cermes 3 – CNRS)

Richard GAILLARD, Maître de conférences  
en sociologie (Laboratoire ESO,  
Université d'Angers) :

L'évaluation des (in)capacités dans la gestion  
budgétaire et ses différentes rationalités.

Cristina FERREIRA,  
Professeure associée en sociologie  
(Haute Ecole de santé Vaud, Lausanne) :  
Etre capable de travailler ou faire preuve de  
bonne volonté. L'expertise des vécus douloureux

Romain JUSTON, Doctorant en sociologie  
(UVSQ, Printemps et EHESS) :  
Ecouter pour évaluer. La place de la parole des  
victimes dans la détermination des incapacités  
totales de travail

Tonya TARTOUR,  
Doctorante en sociologie (Sciences Po, CSO) :  
Économie de la décision psychiatrique : analyse  
de la grille d'évaluation médicale pour l'admission  
des patients en soins sans consentement

Armelle JACQUET-ANDRIEU, psychologue  
clinicienne, HDR sciences du langage (Paris 5) :  
Évaluer le polyhandicap : l'exemple de l'aphasie  
d'installation brutale

## VENDREDI 30 OCTOBRE 2015 – 11 HEURES

**C4**

### L'ACCÈS AUX DROITS ET LA RÉGULATION DES PLAINTES

Animateur : Isabelle ROME, magistrate  
(Cour d'appel de Versailles)  
Rapporteur : Clémence LACOUR,  
juriste (FNAQPA)

Philippe BELLANGER,  
Doctorant en droit (Université d'Artois) :  
Lecture juridique de la circulation de  
l'information médicale concernant le patient  
majeur protégé

Sébastien SAETTA,  
Docteur en sociologie (CERMES 3) :  
La prise en compte des plaintes d'usagers par  
les services « qualité »

Sandrine PERROT, Chargée de mission  
(DGOS, Ministère de la santé) :  
La réception des plaintes ?

Bernard MEILE (Advocacy France), usager  
observateur et écoutant de capacités civile  
et politique maltraitées  
Lettre à un directeur d'hébergement

Julie MINOC, Doctorante en sociologie  
(UVSQ, Printemps et ENS) :  
Faire valoir son droit à recouvrer le plein exercice  
de ses droits : formes et traitement judiciaire des  
contestations de décisions de tutelles devant  
la cour d'appel



